

Compte-rendu du CHS du 4 octobre 2011

Le CHS du 8 avril présentait un ordre du jour en 8 points :

- Approbation des PV des CHS du 18 février et du 8 avril 2011.
- Présentation de la mise à jour du DUERP de la DDFIP
- Présentation de la mise à jour du DUERP des Douanes
- Questionnaire sur les risques professionnels année 2010
- Point d'étape budgétaire 2011.
- Plan d'aménagement de la trésorerie de Locminé pour information et remarques éventuelles.
- Fiches registres Hygiène et Sécurité.
- Questions diverses.

Ce CHS était présidé par Mme FONT.

Approbation des PV des CHS des 18 février et 8 avril 2011

Les PV ont été approuvés à l'unanimité.

Présentation de la mise à jour du DUERP de la DDFIP

- En préambule, Mme FONT a précisé que les chefs de service avaient de nouveau été sensibilisés sur l'obligation de réunir les agents pour la mise à jour de ce document. Une fois encore, les organisations syndicales ont fait remarquer que dans certains services les agents n'avaient pas été consultés.
- Le groupe de travail a recensé **21% de risques psycho-sociaux** parmi l'étude de toutes les structures, ils apparaissent à tous les niveaux de gravité ce qui montre les difficultés que subissent les agents dans leur travail quotidien. Ces risques peuvent être liés au sentiment d'insécurité (agressions verbales ou physiques), à la multiplicité des tâches et des objectifs ou encore au découragement ou à la fatigue liés à la charge de travail
- Les deux autres familles de risque les plus importantes sont représentées par les risques de chute (de plain-pied ou de hauteur) et les risques liés aux ambiances physiques. Les risques de chute peuvent être liés à la multiplicité des fils sur le sol par exemple ; les risques liés à l'ambiance

physique concernant le nettoyage insuffisant des locaux, le chauffage inadapté...

• **La réponse concernant ces différentes familles de risques :**

- L'administration propose les formations « gestion du stress » et « gestion des conflits », étant bien entendu que ces formations ne peuvent être qu'un pis-aller au manque de personnel.
- L'administration sensibilise l'encadrement à la détection des risques psycho-sociaux et leur demande de ne pas hésiter à effectuer un signalement pour les agents qui seraient détectés en difficulté.
- En ce qui concerne les risques de chute, il est proposé d'utiliser des revêtements anti-dérapants dans les zones dangereuses.
- Un audit énergétique est en cours de réalisation par les services de la Préfecture. A ce jour, 10 sites ont été diagnostiqués, les devis sont en cours, pour certains sites les travaux seront effectués courant 2012.
- Les CMIB ont été sensibilisés pour le travail sur écran afin de donner les bons conseils aux utilisateurs.
- Enfin, le site Ulysse devrait être remanié d'ici la fin de l'année pour toute la partie CHS afin de donner toute l'information possible aux agents.

Il a été annoncé que la DGF pour l'année 2012 serait vraisemblablement diminuée et que des cofinancements seraient certainement demandés. Il est à déplorer que les agents doivent non seulement supporter le manque de personnel, les rémunérations qui stagnent mais aussi les restrictions budgétaires qui vont pénaliser des conditions de travail déjà difficiles.

L'administration a demandé expressément au CFP de Lorient d'organiser avant le 31/12/2011, un exercice d'évacuation des locaux en cas d'incendie. Tous les « grands » sites doivent faire l'objet de deux exercices chaque année. Les consignes de sécurité doivent être affichées dans tous les locaux.

L'organisation en plateau augmente les nuisances liées au bruit en particulier celui des communications téléphoniques. Il est proposé d'organiser des équipes d'un ou deux agents pour répondre au téléphone pendant les périodes de charge. Il est à remarquer que cette solution proposée ne peut que réduire l'offre de service aux usagers et donc dégrader la qualité du service public.

Présentation de la mise à jour du DUERP des Douanes

Il n'existe plus aujourd'hui que deux services : la brigade de contrôle et le service des opérations commerciales qui sont tous les deux basés à Lorient.

Le Directeur divisionnaire a présenté le DUERP et les actions proposées qui sont au nombre de trois grands axes :

- Les formations CHS
- Les notes de rappel aux chefs de service sur les règles en matière d'hygiène et de sécurité
- La demande de rédaction de fiches réflexes à élaborer par le médecin de prévention.

Il a été souligné les dangers liés aux activités de surveillance des agents des douanes.

Mme COLAS, l'IHS, a souligné les obligations de l'administration en tant qu'employeur pour la sécurité de ses agents. Elle a insisté sur le fait que les formations CHS ne sont pas là pour pallier les insuffisances de l'employeur.

Questionnaire sur les risques professionnels année 2010

Le questionnaire étant difficilement lisible, il a été demandé à Melle BLOT de faire parvenir une nouvelle version du questionnaire.

Point d'étape budgétaire 2011

Il a été remarqué cette année encore, que les organisations syndicales se sentent un peu piégées pour les dernières dépenses qu'il faut faire en urgence.

Un défibrillateur sera acheté pour Lorient Delessert.

Les stores de Carnac, Gueméné et la DDFIP seront achetés d'ici la fin de l'année.

Plan d'aménagement de la trésorerie de Locminé

Le plan d'aménagement a été vu en concertation avec les agents, cependant les membres du CHS se sont interrogés sur l'opportunité d'avoir le bureau du chef de poste face à la salle d'attente.

De plus, la caisse comme le bureau d'accueil sont éloignés de l'entrée et obligent les usagers à suivre un cheminement.

Les problèmes rencontrés lors de l'aménagement d'autres structures font craindre des difficultés dans l'accueil des usagers.

Fiches registres Hygiène et Sécurité

- Le problème grave rencontré à l'accueil de la Cité administrative suite à une agression verbale de la part d'un contribuable a donné lieu à un signalement tardif ; il est absolument nécessaire que toutes les agressions soient remontées le plus rapidement possible afin que toute la chaîne hiérarchique soit alertée des difficultés rencontrées par les agents.

- Deux fiches concernent les difficultés rencontrées par les **SIE** et les risques psycho-sociaux que subissent les agents. Un groupe de travail sur l'organisation des tâches dans les SIE a été mis en place sous la direction de M. Bellegou. Une réflexion sur les process est en cours avec comme d'habitude une priorisation des tâches et par voie de conséquence un abandon de certaines missions considérées comme non prioritaires.

Questions diverses :

- Il a encore été constaté **l'absence de médecin de prévention depuis 2 ans** ; l'administration n'a pas de solution à proposer. La DPAEP ayant rejeté formellement la consultation de médecin de prévention d'autres administrations. Trois accidents de service et deux accidents de mission ont été constatés courant 2010, cependant les analyses de ces accidents n'ont pas pu être menées à bien par absence du médecin de prévention.
- **Le comité médical s'est auto dissous**, les dossiers en souffrance devenant trop nombreux, il a été demandé à la Directrice de la cohésion sociale quels pouvaient être les moyens d'action afin de traiter ces dossiers. Une dizaine de dossiers parmi les plus urgents ont pu être débloqués. Pour les prochains dossiers, il a été proposé d'exporter les dossiers vers le comité médical d'Ille et Vilaine. Il s'agit de vérifier que cet export ne posera pas de difficultés juridiques.
- **Le relogement de la Trésorerie de Sarzeau** est encore repoussé, ; en effet, le maire de la commune n'a pas obtenu d'accord avec l'intercommunalité. Les choses sont encore en l'état.
- Les travaux de l'accueil de **l'hôtel des finances d'Auray** seront dans les priorités 2012 et devraient commencer en début d'année. Une réunion du groupe de travail devrait avoir lieu courant octobre, début novembre, les conclusions du commissaire Barbier sont parvenues à la DDFIP.
- **Le déménagement de la Cité administrative est toujours dans les cartons**. Le Préfet doit se rendre chez le Premier Ministre pour avoir un arbitrage définitif sur le lancement de l'opération.

Vos représentantes CGT au Comité Hygiène et Sécurité

- Catherine BOUSSION
- Patricia RETIF